

Massacres de Sétif, Guelma, Kherrata en Algérie sortir de l'oubli l'autre 8 mai 1945

La chute du régime nazi a été un événement considérable dans le monde entier, soulevant l'espoir d'un monde plus juste, respectueux des droits et des peuples. Cent trente mille soldats algériens et des dizaines de milliers d'autres soldats et de civils de pays colonisés ont participé à la lutte contre le nazisme, les fameux « indigènes de l'armée française ».

Alors que l'Algérie est constituée de trois départements français, la célébration de la victoire des Alliés contre le nazisme le 8 mai 1945 est l'occasion pour les Algériennes et les Algériens de faire entendre les revendications d'égalité des droits et d'indépendance. À Sétif, des milliers d'Algériens manifestent et brandissent des pancartes « Libérez Messali » (Messali Hadj, leader nationaliste emprisonné), « Nous voulons être vos égaux », « À bas le colonialisme », « Vive l'Algérie libre et indépendante », et un drapeau qui deviendra le drapeau algérien. La répression contre les Algériens durera des mois et sera féroce : 10 000 à 40 000 victimes selon les historiens, à Sétif, Guelma et Kherrata.

C'est un véritable massacre et un crime d'État : il s'agissait pour le gouvernement provisoire de coalition présidé par De Gaulle de maintenir à tout prix l'Algérie sous domination coloniale. Cet événement tragique a été occulté par tous ceux et celles qui veulent masquer la réalité du colonialisme, faite de violence, d'inégalités et d'oppression.

La colonisation explique largement les discriminations et le racisme qui frappent aujourd'hui les personnes issues de l'immigration. L'occultation ou la négation des crimes coloniaux ne peut avoir que des effets délétères. Leur reconnaissance est une étape nécessaire et importante pour lutter contre les discriminations et les dominations. Il est urgent de comprendre que notre avenir est commun et qu'il est essentiel de construire des ponts plutôt que des murs.

Il est grand temps que le sommet de l'État français agisse contre les discours nostalgiques de la colonisation et la présence dans l'espace public de symboles de la violence coloniale.

À Perpignan, en septembre 2022, une place a pu être baptisée du nom de Pierre Sergent, un des fondateurs de l'OAS, sans réaction de la Préfecture. Toujours à Perpignan, en mars 2024, le Maire RN de Perpignan et le Cercle algérieniste organisent une exposition faisant le parallèle entre l'attaque du Hamas en octobre 2023 et la lutte du FLN pendant la guerre d'Algérie, pour délégitimer la lutte du peuple algérien. À Toul, une statue va être érigée en juin 2024 en hommage du général Marcel Bigeard, symbole de la violence de l'armée en Algérie et un des acteurs de la « bataille d'Alger » pendant laquelle tant de crimes furent commis (disparitions, tortures, exécutions sommaires).

Rendre hommage aux victimes de Sétif, Guelma et Kherrata, c'est dire le crime que fut la colonisation, et affirmer que la défaite de l'ordre colonial est une victoire pour tous les peuples.



Solidarité avec les démocrates algériens

Ce n'est pas un hasard si la première manifestation importante du Hirak a eu lieu le 19 février 2019 à Kherrata. Le 8 mai 1945, ce fut aussi une manifestation pour une Algérie démocratique. La proclamation au peuple algérien du 1er novembre 1954 donnait comme but à l'indépendance nationale « *le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race ni de confession* ».

Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 8 mai 1945, c'est aussi être solidaire des combats démocratiques du peuple algérien.

En Algérie, après les militants du Hirak, la répression frappe les organisations défendant les droits et les libertés (dissolution de la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme en janvier 2023), des journalistes (le 18 juin 2023, Ihsane El Kadi, directeur de Radio-M, a été condamné à huit ans de prison dont 5 ferme), des militants (le militant anti-gaz de schiste Mohad Gasmi a été condamné le 29 octobre 2023 à trois ans de prison dont deux fermes, le « poète du Hirak » Mohamed Tadjadit a été arrêté une nouvelle fois le 29 janvier 2024). En août 2023, des dizaines de militant·e·s, journalistes et personnes ayant critiqué les autorités se trouvaient derrière les barreaux en Algérie (Amnesty International, février 2024).

Nous demandons la libération de toutes les personnes emprisonnées pour avoir exercé pacifiquement leur droit aux libertés d'expression et de réunion. Nous demandons que cesse la répression contre les organisations démocratiques en Algérie.

En hommage aux manifestants.es de l'autre 8 mai 1945 à Sétif, Guelma, Kherrata

Rassemblement et dépôt de gerbe devant la plaque commémorative

mercredi 8 mai 2024 à 15h00 Parc André Malraux à Fontaine

Mail Marcel Cachin (près de la Mairie, arrêt tram A « Hôtel de Ville La Source »)

pour demander

- la reconnaissance par l'État Français des crimes commis lors du 8 mai 1945 dans la région de Sétif, Guelma et Kherrata
- l'inscription dans les livres d'Histoire des crimes coloniaux commis contre les peuples (Algérie, Madagascar, Indochine, ...)
- une écriture partagée entre la France et l'Algérie de leur histoire commune ouvrant sur de nouvelles coopérations citoyennes.

à l'appel du collectif « 17 octobre 1961 Isère »

Algérie au Coeur, Amal, ANPNPA (Association Nationale des Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis), ASALI (Association de Solidarité des Algériens de l'Isère), Coup de Soleil Auvergne Rhône-Alpes, CSRA (Comité de Soutien aux Réfugiés algériens), La Libre Pensée Isère, Mouvement de la Paix Isère

avec le soutien de :

Association Tisser Les Liens Solidaires (ATLLAS), INTERSTICES association d'amitié franco-marocaine, Maroc Soildarités Citoyennes, ACIP-ASADO, Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association Iséroise des Amis.es des Kurdes (AIAK), ATTAC 38, Cercle laïque de l'agglomération grenobloise (CLAG), Collectif Traite Négrière Esclavage (CTNE), LDH Grenoble Métropole, Ligue des Droits de l'Homme en Iran (LDDHI), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples ((MRAP), Nil Isère, Réseau Université Sans Frontières (RUSF38), Survie Isère, Tsedek !, Union Juive Française pour la Paix (UJFP 38), UD-CGT 38, FSU, Solidaires, SUD luttes de classes éducation, Union Étudiante de Grenoble (UEG), ADES, Action Antifasciste Grenoble (AFA Grenoble), Ensemble ! Isère, Go Citoyenneté, La France Insoumise, Les Écologistes - EELV Isère, Lutte Ouvrière, NPA 38, PCF 38, PCOF 38, POI Isère, PS 38, Réseau Citoyen de Grenoble, Ras L'Front – Comités de Grenoble.et de Voiron (RLF), Union Communiste Libertaire Grenoble